

● (1710)

La présidente suppléante (Mme Champagne): La Présidence s'interroge sur la nécessité d'obtenir le consentement unanime de la Chambre avant d'acquiescer à la demande du député. Le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) a la parole.

M. Rodriguez: Madame la Présidente, je souhaiterais que les conservateurs puissent se montrer enthousiastes pour le processus de négociations collectives. S'ils pouvaient s'enthousiasmer pour la justice en milieu de travail, s'ils tenaient vraiment à essayer de fournir un service aux Canadiens par l'intermédiaire de Postes Canada . . .

Mme Sparrow: C'est ce que nous faisons.

M. Rodriguez: Ils ne fournissent pas un service. J'ai reçu des lettres de tout le pays. Le mouvement Dignité rurale a été lancé parce que le gouvernement s'est acharné à réduire les services postaux en région rurale. Il s'est acharné à réduire ces services en milieu urbain.

Nous avons assisté à des manifestations. Nous avons vu des gens traduire le gouvernement en justice sur toute la question des services postaux en milieu rural. Les faits parlent d'eux-mêmes.

La mesure législative et le débat de clôture n'amélioreront pas le processus des négociations collectives à la Société canadienne des postes. Le gouvernement montre son visage de tyran et force les travailleurs à rentrer au travail.

[Français]

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame la Présidente, il est évident que lorsque les néo-démocrates de l'autre côté vont se taire, ils vont peut-être finir par écouter ce qu'on a à dire.

Je voudrais prendre les derniers intervenants que l'on a eus pour montrer à la télévision comment peut se produire un débat. On a eu tout à l'heure un de nos adversaires du parti libéral qui s'est levé, tout insulté, pour dire à la population canadienne en pleine télévision que c'était immoral, que c'était terrible une motion de clôture sur une loi aussi importante que cela. Tellement immoral et important parce qu'il disait: on va parler de procédure pendant deux heures de temps et on ne parlera pas du fond de la question. J'aimerais dire à mon honorable collègue, qui d'ailleurs entre à la Chambre, que durant les 10 minutes pendant lesquelles il a parlé, mis à part de jouer la vierge offensée au tout début dans les deux premières minutes, pendant huit autres minutes, il a parlé du fond de la question et du problème des Postes.

D'un autre côté, madame la Présidente, on vient d'écouter un très beau discours, bien volubile, de la part de mon ami du Nouveau parti démocratique. Cela dénote clairement quelle est leur attitude face à cela. C'est la farce, on rit, on ridiculise le conflit pour montrer que du côté du parti au pouvoir c'est absolument ridicule ce qui se passe à l'heure actuelle. Mais qu'est-ce qui se passe du côté du pouvoir? On retourne à la table de négociations après un certain bout de temps, et je reprends un article qui a paru dans le journal *Le Devoir* et qui disait: «Après 10 jours de grève aux Postes, le gouvernement décide d'imposer un retour au travail. C'est 10 jours trop tard.»

Attribution de temps

On ne rit pas avec cela. On ne rit absolument pas avec cela et on ne fait pas non plus de la «procédurite» avec cela, madame la Présidente.

Ce projet de loi-là, qu'est-ce qu'il fait au fond? On dit à des gens: Vous tenez en otage une population canadienne. Vous allez retourner à la table de négociations, on vous met entre les mains d'un médiateur qui devra, dans un délai limite, toujours en écoutant ce que le rapport a donné auparavant—dans un délai limite, il va pouvoir donner son avis. Et ça c'est important. On devrait ou on pourrait, ou le ministre du Travail (M. Cadieux) aurait pu dire: Je passe une loi spéciale, vous rentrez au travail, voici les conditions de travail. Ce n'est pas cela. On veut jouer le jeu de la démocratie.

Mais il est fini le temps, madame la Présidente, où c'était strictement des règlements qui étaient une prise d'otage autant du peuple canadien que du Parlement canadien. Mais il est fini le temps, madame la Présidente, où c'était strictement des règlements qui étaient une prise d'otages autant du peuple canadien que du Parlement canadien. On a privatisé la Société canadienne des postes pour dépolitiser le système et cela fait une semaine qu'on est ici à rire et à ridiculiser et à prendre les Canadiens et les Canadiennes en otage. On était d'accord tout à l'heure pour la grève. On ne pense pas aux personnes âgées ainsi qu'aux hommes et aux femmes et aux milliers de personnes qui sont inquiètes de la situation actuellement. Et cela, on fait notre discours sous le couvert de la qualité du service. Mais posez-vous donc une question sur la qualité du service depuis les 25 dernières années. Comment cela se fait-il qu'aux compagnies comme Courrier, comme Purolator, les ventes montent en flèche? Les ventes . . .

Une voix: Parce que c'est privé!

M. Hudon: Pas parce que c'est privé, il y a une qualité de service différente et on s'est attaqué à cela.

Nous autres de notre côté, quand on vient d'entendre les NPD, on a moins de courrier, on a moins de service à donner parce que si ces gens-là revenaient, là on aurait véritablement du volume, et il faudrait encore augmenter la qualité de service. La meilleure garantie de sécurité d'emploi c'est la qualité de service que l'on donne.

Quand j'étais directeur du personnel dans une commission scolaire, je l'ai toujours répété, la meilleure garantie d'emploi que tu peux avoir c'est la qualité de service que tu offres à la population et aux personnes pour qui tu es engagé. C'est pour cela, madame la Présidente, soit dit en passant, que le parti conservateur va être réélu parce qu'on donne la meilleure qualité de service que les Canadiens et Canadiennes veulent et n'ont jamais eue dans les 20 dernières années.

Madame la Présidente, si vous regardez les éditoriaux qui nous appuient, vous avez la *Gazette: It had to be done*, ils titrent cela. On ne peut pas dire que c'est un journal particulièrement toujours flatteur pour le parti au pouvoir. Regardez également un éditorial de Pierre Vennat dans *La Presse*: Il est évident que le gouvernement Mulroney a raison de vouloir mettre fin au conflit postal en présentant un projet de loi en ce sens.